

AIDE MEDICALE ET DEVELOPPEMENT

Association Loi 1901

5 rue Federico Garcia Lorca
38000 GRENOBLE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

AIDE MEDICALE ET DEVELOPPEMENT
Association Loi 1901

5 rue Federico Garcia Lorca
38000 GRENOBLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'Assemblée générale,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AIDE MEDICALE ET DEVELOPPEMENT, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



III. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note « Faits caractéristiques de l'exercice » au niveau de l'annexe des comptes annuels concernant l'application des règlements ANC 2022-06 et ANC 2024-07 et qui consistent en un changement de méthode comptable.

IV. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

V. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport sur la situation financière et les comptes annuels du Trésorier et dans les autres documents adressés aux Membres de l'association.

VI. Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.



VII. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Valence, le 23 avril 2026

Le commissaire aux comptes
Audit Dauphiné

Sophie COLLETAS
Commissaire aux comptes

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2025 12			Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)						
	Immobilisations incorporelles						
	Frais de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés et droits assimilés						
	En cours, avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques, matériel et outillage	9 912	8 838	1 074	321	754	235.16
	En cours, avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières						
Total II		9 912	8 838	1 074	321	754	235.16
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés						
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres créances	72 004		72 004	112 870	40 866	36.21
	Charges constatées d'avance (2)				19 753	19 753	100.00
	Valeurs mobilières de placement						
Comptes de Régularisation	Instruments financiers à terme et jetons détenus						
	Disponibilités	295 864		295 864	479 169	183 305	38.25
	Total III	367 868		367 868	611 791	243 924	39.87
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (IV)						
	Primes de remboursement des emprunts (V)						
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation (VI)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		377 780	8 838	368 942	612 112	243 170	39.73

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à moins d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
		31/12/2025	12 31/12/2024	12	12
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles	110 032	72 833	37 199	51.07
	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau				
Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)		6 082	37 199	31 117	83.65
Situation nette (sous total)		116 114	110 032	6 082	5.53
AUTRES FONDS PROPRES	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Total I	116 114	110 032	6 082	5.53
FONDS REPORTES ET DEBIES	Fonds non remboursables				
	Avances conditionnées				
PROVISIONS	Droits du concédant				
	Total II				
DETTES (I)	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
	Fonds dédiés	210 692	459 231	248 539	54.12
Total III		210 692	459 231	248 539	54.12
DETTES (I)	Provisions pour risques				
	Provisions pour charges				
Total IV					
DETTES (I)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
	Emprunts et dettes financières diverses (2)				
	Instruments financiers à terme				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	7 737	7 769	32	0.41
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	9 563	10 244	681	6.65
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	24 836	24 836		
	Produits constatés d'avance				
Total V		42 136	42 849	713	1.66
Écarts de conversion et différences d'évaluation (VI)					
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)		368 942	612 112	243 170	39.73

(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)42 136

(2) Dont emprunts participatifs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations						
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service						
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	196 000		140 252		55 748	39.75
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public	10 250		10 650		400	3.76
Dons manuels	76 022		101 284		25 262	24.94
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie			36 811		36 811	100.00
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions						
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles						
Utilisations des fonds dédiés	486 492		179 386		307 106	171.20
Autres produits	298		1 127		829	73.59
Total I	769 061		469 509		299 552	63.80
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	159 516		91 894		67 621	73.59
Aides financières	268 167		59 679		208 488	349.35
Impôts, taxes et versements assimilés						
Salaires et traitements	80 116		61 593		18 523	30.07
Cotisations sociales	20 317		17 510		2 807	16.03
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	349		325		24	7.31
Dotations aux provisions						
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées						
Report en fonds dédiés	237 953		204 196		33 757	16.53
Autres charges	1 467		490		977	199.17
Total II	767 884		435 688		332 197	76.25
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	1 177		33 822		32 645	96.52

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés	5 429		3 377		2 052	60.76
Reprises sur dépréciations et provisions						
Différences positives de change						
Produits des immobilisations financières cédées						
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie						
Total III	5 429		3 377		2 052	60.76
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change	524				524	
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées						
Charges nettes sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie						
Total IV	524				524	
2. Résultat financier (III-IV)	4 905		3 377		1 528	45.23
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	6 082		37 199		31 117	83.65
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)						
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)						
4. Résultat exceptionnel (V-VI)						
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I+III+V)	774 490		472 887		301 604	63.78
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	768 409		435 688		332 721	76.37
5. EXCEDENT OU DEFICIT	6 082		37 199		31 117	83.65

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

	Exercice N 31/12/2025 12	Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
			Euros	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature	101 224	119 381	18 157	15.21
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL	101 224	119 381	18 157	15.21
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens	8 749	12 931	4 182	32.34
Prestations en nature				
Personnel bénévole	92 475	106 450	13 975	13.13
TOTAL	101 224	119 381	18 157	15.21

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 368 941.77 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 769 061.26 Euros et dégageant un excédent de 6 081.82 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'association AMD est une association de solidarité internationale et reconnue d'utilité publique, créée en 1986. Elle développe des programmes spécifiques tels que la prise en charge d'enfants handicapés, la création de centres nutritionnels, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement ou l'amélioration de la santé maternelle. Elle intervient actuellement en Arménie, au Sénégal, à Madagascar, au Bangladesh et en France.

Ses principales ressources sont composés :

- de dons de particuliers
- de subventions publiques
- de mécénat d

SUBVENTIONS :- Comptabilisation dans les comptes : Les subventions de toute nature dont bénéficie l'association sont inscrites dans les comptes dès leur attribution par l'autorité responsable.-Prise dans les comptes : Les subventions de fonctionnement n'étant en principe assorties d'aucune condition suspensive ou résolutoire, elles sont rattachées aux périodes qu'elles visent à couvrir.

FONDS DEDIES : Les fonds dédiés sont constitués par des subventions attribuées pour la réalisation de projets précis. Sur la base de la comptabilité analytique, les fonds attribués non consommés au cours de l'exercice ont été reportés en fonds dédiés pour ne pas impacter le résultat de l'exercice de produits non acquis. Ces fonds seront consommés au cours des exercices suivants.

Les comptes 2025 sont établis selon les règlements ANC 2022-04 et ANC 2022-06.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

L'association a arrêté ses comptes et rédigé son annexe conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2023-01 du 12 mai 2023 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les règles ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- o Continuité de l'exploitation,

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- o Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- o Indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les règles et méthodes comptables, et ou méthodes d'évaluation applicables aux différents postes du bilan et du compte de résultat sont décrites ci-après.

Changement de méthode

Les changements de méthode de présentation, survenus au cours de l'exercice, sont les suivants :

Il n'existe pas d'immobilisation décomposable.

Les amortissements sont pratiqués sur la durée d'utilisation.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -**Etat des immobilisations**

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	8 810		1 102
TOTAL	8 810		1 102
TOTAL GENERAL	8 810		1 102

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			9 912	9 912
TOTAL			9 912	9 912
TOTAL GENERAL			9 912	9 912

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		8 489	349		8 838
TOTAL		8 489	349		8 838
TOTAL GENERAL		8 489	349		8 838
Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Matériel de bureau informatique mobilier	349				
TOTAL	349				
TOTAL GENERAL	349				

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Tableau de variation des fonds propres
ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Réserves	72 833	37 199		0-	110 032
Excédent ou déficit de l'exercice	37 199	37 199-			6 082
Situation nette	110 032				116 114
TOTAL I	110 032			0-	116 114

ANNEXE

Tableau de variation des fonds dédiés

ANC 2018-06 : Art. 431-6

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après :

VARIATION DES FONDS DEDIES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés *
Subventions d'exploitation	459 231	237 953	486 492			210 692	2 000
FONDS DEDIES ARMENIE	41 670	85 000	74 996			51 674	
FONDS DEDIES BANGLADESH	84 421	49 930	63 403			70 948	
FONDS DEDIES MADAGASCAR							
FONDS DEDIES AUTISME	16 276	7 023	1 014			22 285	
FONDS DEDIES KOSMOPOLITE	202 363	23 000	180 681			44 682	
FONDS DEDIES CONGO	2 000					2 000	2 000
FONDS DEDIES CAMELEON	112 501	73 000	166 398			19 103	
TOTAL	459 231	237 953	486 492			210 692	2 000

* correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Etat des provisions

Néant

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Débiteurs divers	72 004	72 004	
TOTAL	72 004	72 004	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	7 737	7 737		
Personnel et comptes rattachés	1 966	1 966		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	7 597	7 597		
Autres dettes	24 836	24 836		
TOTAL	42 136	42 136		

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	72 004
Total	72 004

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	796
Dettes fiscales et sociales	2 420
Autres dettes	24 836
Total	28 052

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Charges et produits constatés d'avance

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Valorisation des contributions volontaires

Les contributions volontaires sont évaluées à partir du nombre de jours homme rendus nécessaires pour la réalisation de la mission et valorisé selon une classification expert actif, encadrement actif et encadrement retraité à laquelle est associé un tarif journalier.

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.